
A fleur de justice

Maghreb-Machrek

Tahar Moussaoui

Liège, 2020

La Syrie :
Cible d'une agression militaire (*)
(Septembre 2013)

Commencé il y a près de deux ans et demi (mars 2011), le mouvement de révolte contre le régime dictatorial de Syrie était un authentique mouvement populaire. Sans surprise, la réaction qu'il suscita révéla la face hautement répressive d'un régime qui n'a cessé de se cacher derrière ce qui lui restait de velléités nationalistes pour refuser au peuple syrien son accès légitime à démocratie et à la justice sociale.

Les ennemis extérieurs de ce régime, et ils sont nombreux, virent là l'occasion de le renverser, vite fait bien fait, en misant sur la répétition du scénario libyen : mettre en action des groupes armés et les soutenir sur le terrain par des frappes aériennes ciblant l'infrastructure militaire du régime et neutralisant son aviation et ses blindés. Ce plan se heurta à l'opposition de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité et à celle des pays émergents : l'Afrique du Sud, l'Inde et le Brésil. Et cette circonstance changea tout. En l'absence de frappes aériennes, et donc de la possibilité d'une décision militaire rapide, le conflit se prolongea et cela eut des conséquences décisives.

La première conséquence – la plus importante pour la démocratie – est que le peuple syrien cessa d'être acteur de son destin. Il se transforma peu à peu en otages, chair à canon, réfugiés, déplacés et mendiants. Le caractère pacifique de son mouvement s'affaiblit ou disparut au profit des acteurs militaires, certains (les jihadistes) contribuant à le discréditer et à renvoyer de nouveau une partie des hésitants et des minorités dans le giron du régime et d'autres le désorientant par leurs appels constants à l'intervention étrangère d'ennemis avérés de la liberté de peuples.

Deuxième conséquence : avec le temps, les « mains cachées » apparurent au grand jour. Or elles veulent tout sauf la démocratie pour le peuple syrien : les régimes réactionnaires d'Arabie saoudite et du Qatar, la Turquie membre de l'OTAN, des Etats-Unis et de leurs alliés européens et l'Etat sioniste – qui n'arrangea rien en frappant par deux fois des installations militaires syriennes. Le but réel de tous : installer un régime favorable à l'hégémonie des Etats-Unis qui sera largement favorable à leurs alliés aussi et, pour l'Etat sioniste en particulier : priver le Hezbollah des lignes d'approvisionnement qui lui ont permis de tenir tête en 2006 et l'affaiblir en tant qu'obstacle à l'installation d'un régime pro-occidental au Liban.

Troisième conséquence : faisant face à de telles forces avec de telles intentions, la face nationaliste du régime syrien, si faible soit-elle, pouvait paraître reprendre le dessus sur sa face répressive. Cela lui permit de maintenir l'unité dans ses rangs, regagner certaines franges de la

population et, profitant des divisions de l'opposition, de reprendre du terrain sur le plan militaire.

C'est cette évolution que les Etats-Unis et leurs alliés veulent stopper en relançant sous une autre forme le scénario libyen. Ils ont en effet pris la décision de l'agression militaire directe avant même les résultats des inspecteurs des Nations-Unies et ils veulent agir sans l'aval de celles-ci. Car, l'utilisation présumée des armes chimiques par le régime syrien n'est qu'un prétexte. Les Etats-Unis sont les plus mal placés pour parler de « protection des civils », eux qui ont lancé deux bombes atomiques sur le Japon, déversé des tonnes d'agent orange et de napalm sur le Vietnam, (ajouter uranium en Irak), fermé les yeux sur le bombardement à l'arme chimique des Kurdes par Saddam (c'était alors un allié contre l'Iran) et sur le bombardement au phosphore blanc de Gaza par l'Etat sioniste (c'étaient les civils palestiniens qui étaient des ennemis). Si on tient absolument à parler « d'obscénité morale », celle des Etats-Unis est bien la pire.

Partant de cette base, le CVDT réaffirme son soutien au peuple syrien dans sa lutte pour une démocratie authentique sans l'intervention des forces étrangères dont l'hostilité est avérée à l'égard de la liberté des peuples. Il condamne fermement toute agression militaire des Etats-Unis et leurs alliés contre l'Etat souverain de Syrie en violation flagrante du droit international. Il dénonce ceux qui s'érigent en gendarmes du monde et se considèrent comme des Etats de première catégorie qui peuvent décider du sort des peuples de deuxième catégorie. Il interpelle le gouvernement belge et les élus belges au Parlement européen pour qu'ils se positionnent clairement pour le respect du droit international et l'égalité des peuples et contre la loi du plus fort. Il exhorte le gouvernement tunisien à défendre la souveraineté de la Syrie comme expression de sa défense de la propre souveraineté de la Tunisie.

(*) Communiqué rédigé pour le *Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (CVDT)*